



Opinion | Le faux déclin des métropoles

La crise sanitaire ne signe pas l'épuisement des grands centres urbains, mais bien davantage leur accélération, observe le géographe Daniel Behar. Les citadins qui s'installent depuis peu au vert reviennent en réalité toujours dans les métropoles pour le travail, les loisirs ou la culture. Cela intensifie de fait les liens entre les territoires.



Lyon et son aire urbaine. (Getty Images)

Par **Daniel Behar** (géographe)

Publié le 14 févr. 2021 à 10:30 | Mis à jour le 14 févr. 2021 à 10:38

Effets indirects de la crise sanitaire, les aspirations des ménages à une plus grande proximité avec la nature, conjuguées avec la montée en puissance du télétravail conduisent aux yeux des observateurs des marchés immobiliers, à une attractivité

nouvelle des villes moyennes, voire des bourgs et des territoires ruraux. Par contrecoup, on constaterait d'ores et déjà une certaine désaffection pour les espaces métropolitains.

A première vue, il s'agirait là d'un phénomène de « vases communicants » : ce que les uns gagnent, les autres le perdent. Toutefois, tous les témoignages concordent pour nuancer ce constat. Ce ne sont pas toutes les villes moyennes ou tous les territoires qui bénéficient de cette attractivité, mais celles et ceux qui sont bien connectés aux métropoles. Sont ainsi régulièrement évoquées Saint-Malo avec Rennes, Cahors ou Albi vis-à-vis de Toulouse ou Chartres en lien avec Paris.

Apparences trompeuses

Les apparences sont trompeuses. Ces ménages, en déménageant ne quittent pas les métropoles ; ils vont les utiliser autrement. A temps partiel, pour l'activité, la culture ou les loisirs. Au travers de leurs mobilités, ces adeptes du « zapping territorial » vont multiplier et intensifier les liens entre les territoires. Autrement dit, ces dynamiques récentes ne signent pas la fin de la métropolisation, mais bien davantage son accélération.

« La crise sanitaire amplifie en quelque sorte une dynamique de métropolisation généralisée du territoire national. »

Il faut entendre sous ce terme de métropolisation, moins ce qu'analysent les économistes (la concentration de la production de valeur) que ce qui est décrit par les géographes : un double processus d'extension urbaine au travers de la montée en puissance des interdépendances fonctionnelles entre les territoires et par contrecoup une dislocation des ordonnancements historiques (entre ville et campagne, entre centre et périphérie, entre grandes et petites villes...).

En organisant cette dilation fonctionnelle des métropoles bien au-delà de leurs périmètres agglomérés, la crise sanitaire amplifie en quelque sorte une dynamique de

métropolisation généralisée du territoire national.

L'après décentralisation

Ce constat interpelle alors doublement les pouvoirs publics et les programmes dits de « revitalisation », lancés depuis quelques années : « action cœur de ville » en direction des villes moyennes, « petites villes de demain » pour les territoires ruraux...

Est-il vraiment pertinent de traiter de façon homogène tous ces territoires « délaissés » alors même que l'écart se creuse entre ceux qui, sous influence métropolitaine sont plutôt « sous pression » et ceux qui restent durablement à l'écart de cette attractivité nouvelle, parce que trop éloignés des métropoles et considérés comme « sans qualité » ? Ne faudrait-il pas davantage cibler ces politiques, notamment de façon géographique, vers cette France du Nord et de l'Est dont les dynamiques dépressives perdurent ?

Opinion | Le malaise métropolitain

Mais surtout peut-on vraiment conforter des interventions catégorielles (les villes moyennes vs les métropoles) au moment où la société fait fi de ces catégories et les recompose au travers de ses pratiques du quotidien ? Pour mettre l'action publique à hauteur de ce changement sociétal, il faut plutôt rompre avec l'ancien fonctionnement vertical des pouvoirs publics (le fameux mille-feuille) pour imaginer des formes horizontales d'une gouvernance territoriale adaptée à ces nouveaux défis : réguler l'intensification des mobilités qui va résulter de ces changements de modes de vie, organiser des services en réseau...

Ce n'est plus la décentralisation qu'il faut approfondir, c'est l'après-décentralisation qui est aujourd'hui en question.

Daniel Behar est géographe, professeur à l'École d'urbanisme de Paris, coauteur de la récente note de Terra Nova « Après la décentralisation ».

Nos articles sur la ville du futur :

Zéro parking : le nouvel avenir des villes

Quand la forêt envahira la ville

La ville du quart d'heure, nouvelle lubie urbaine ?

L'avenir des fermes urbaines est-il en ville ?

Demain, des villes sans poubelles ?

L'aspiration au silence, nouveau défi urbain
